

[Text]

us, at least make it an efficient tax for both the public and private sectors. Do not collect more money and waste a lot of it in the system of collection; do not cause the private sector needless problems and costs because of unnecessary complexities.

Our members feel that the GST, as proposed in the technical papers, is inefficient and therefore wasteful. They consider that the inefficiency is largely due to political decisions. The exemptions introduced in response to political pressure bring with them complexity for both public and private sectors. It is these exemptions that inflate the rate on non-exempt merchandise and make both bookkeeping and collection a nightmare. We have heard the estimates from 4,000 to 10,000 new civil service jobs to administer the tax, largely because of complexities introduced by the exemptions. Add to this inefficiency the millions of hours of bookkeeping that will be required in the private sector and we begin to appreciate the level of unproductive labour the GST will necessitate. The exemptions also complicate the equipment that will be necessary to track tax payment to suppliers and tax collection from customers.

Our members view the inability of the government to achieve full integration of the GST with provincial sales taxes as another inefficiency introduced for political purposes. The federal government blames the provinces, while, not surprisingly, the provinces blame the federal government. The losers in this political stalemate are the people of Canada, who have to pay for ten collection bureaucracies when one would really do. The private retail sector will also lose, because they will have two sets of rules to administer and two sets of inspectors auditing their books.

Our final plea, then, is if it is necessary to impose a goods and services tax, at least make it efficient. That means elimination of exemptions, with a concurrent reduction in rate, and integration with provincial sales taxes. Anything less than that, I have to tell you from discussions we have had with our members, will not find support from the members of the Canadian Retail Hardware Association.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Soetens: I had three questions before the witness started. Now I have about 103. It is evident people from Mississauga are well versed in making presentations and speaking, and you have done a fine job.

[Translation]

utiles. Mais pour l'amour de Dieu, nous ont-ils dit, qu'il s'assure que le régime d'imposition soit efficace tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Qu'on n'aille pas percevoir plus d'argent et en gaspiller beaucoup à cause de l'inefficacité du système de perception; qu'on n'aille pas occasionner au secteur privé des problèmes et des coûts inutiles à cause de complexités excessives.

Nos membres considèrent que la TPS, telle qu'elle est proposée dans les documents techniques, est inefficace et qu'elle contribuera par conséquent au gaspillage. Cette inefficacité tient en grande partie, à leur avis, à des décisions politiques. Les exonérations qui ont été prévues en réponse à des pressions politiques entraînent des complications tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Ce sont ces exonérations qui nécessitent un taux d'imposition plus élevé sur les produits et services taxés et qui compliquent à l'excès les procédures de comptabilité et de perception. D'après ce que nous avons entendu dire, il faudra de 4,000 à 10,000 fonctionnaires supplémentaires pour administrer la taxe, et ce, en grande partie à cause des exonérations. Si l'on ajoute à cela les millions d'heures de comptabilité auxquelles devront se livrer les entreprises privées, on peut commencer à se rendre compte de la quantité de travail non productif qu'engendrera la TPS. En outre, ces exonérations exigeront un équipement plus sophistiqué pour tenir compte de la taxe versée aux fournisseurs et de la taxe perçue auprès des clients.

• 2045

Nos membres considèrent que le manque d'efficacité dû au fait que le gouvernement n'a pas réussi à s'entendre avec les provinces pour que la TPS soit intégrée aux régimes de taxe de vente provinciaux a aussi ses origines dans des motifs politiques. Le gouvernement fédéral blâme les provinces et, comme il fallait s'y attendre, les provinces blâment le gouvernement fédéral. Les perdants dans cette impasse politique sont les Canadiens, qui auront à payer pour le maintien de 10 services de perception différents quand on aurait très bien pu n'en avoir qu'un seul. Les détaillants seront eux aussi perdants puisqu'ils auront à administrer deux ensembles de règles différents et tenir leurs livres pour répondre aux exigences de deux services d'inspection différents.

Enfin, s'il faut absolument imposer une taxe sur les produits et services, qu'on s'assure à tout le moins de la rendre efficace. Cela veut dire éliminer les exonérations, réduire en conséquence le taux de la taxe et intégrer la TPS aux régimes provinciaux. Faute de quoi, d'après les discussions que nous avons eues avec nos membres, on ne pourra pas du tout compter sur l'appui des membres de l'Association canadienne des détaillants en quincaillerie.

Le président: Merci beaucoup.

Mr. Soetens: J'avais trois questions à poser avant que le témoin ne prenne la parole, et j'en ai maintenant 103. De toute évidence, les gens de Mississauga sont passés maîtres dans l'art des présentations orales, et vous nous l'avez bien montré.